

Arrest

nr. 264 742 van 1 december 2021
in de zaak RvV X / II

In zake: X

Gekozen woonplaats: ten kantore van advocaat A. BOLABIKA
Eugène Plaskysquare 92/6
1030 BRUSSEL

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IIde KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Vietnamese nationaliteit te zijn, op 27 augustus 2021 heeft ingediend om de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van 16 juli 2021 tot afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten.

Gezien titel I *bis*, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 11 oktober 2021, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 27 oktober 2021.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken C. VERHAERT.

Gehoord de opmerkingen van advocaat E. NTINI KASOKO, die *loco* advocaat A. BOLABIKA verschijnt voor de verzoekende partij en van advocaat M. MISSEGHES die *loco* advocaat E. MATTERNE verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

1.1. Verzoekster diende op 12 maart 2021 een verzoek om internationale bescherming in.

1.2. Zij werd op 4 juni 2021 uitgenodigd en vervolgens nogmaals op 21 juni 2021 om zich aan te bieden bij de Dienst Vreemdelingenzaken.

1.3. Op 16 juli 2021 stuurde de Dienst Vreemdelingenzaken een schrijven aan het commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen dat verzoekster binnen de termijn van 15 dagen geen

gevolg had gegeven aan de oproeping en aldus geacht wordt afstand te doen van een verzoek om internationale bescherming.

1.4. Op dezelfde werd aan verzoekster een bevel om het grondgebied te verlaten gegeven. Dit is de bestreden beslissing, die als volgt gemotiveerd is:

“BEVEL OM HET GRONDGEBIED TE VERLATEN

mevrouw die verklaart te heten

[...]

wordt het bevel gegeven om het grondgebied van België te verlaten, evenals het grondgebied van de staten die het Schengenacquis ten volle toepassen, tenzij hij (zij) beschikt over de documenten die vereist zijn om er zich naar toe te begeven,

binnen 30 (dertig) dagen na de kennisgeving.

REDEN VAN DE BESLISSING :

Het bevel om het grondgebied te verlaten wordt afgegeven in toepassing van artikel(en) van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en volgende feiten:

(1) Betrokkene bevindt zich in het geval van artikel 7, eerste lid 1 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen : hij verblijft in het Rijk zonder houder te zijn van de bij artikel 2 van deze wet vereiste documenten, inderdaad, betrokkene is niet in het bezit van een geldig paspoort met geldig visum”.

2. Onderzoek van het beroep

2.1. Verzoekster voert een enig middel aan dat zij uiteenzet als volgt:

“MOYENS SERIEUX

La requérante invoque un moyen unique pris de la violation des articles suivants :

- 51/2 et 48 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 ;
- 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès du territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'erreur manifeste d'appréciation, du devoir de soin et du défaut de motivation ;
- articles 7, 74/ 13 de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers ;

A. Quant à la violation des articles 51/2 et 48 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 ;

L'acte attaqué est pris en violation des articles cité au moyen en ce qu'il reproche au requérant son absence au rendez-vous lui conviée par l'office des étrangers. Il conclut que la requérante est réputée avoir renoncé à sa demande de protection internationale. Il lui est enjoint de quitter le territoire belge.

Alors que cette dernière n'a jamais été saisie par une quelconque convocation de la partie adverse ;

Attendu que l'article 51/2 dispose ce qui suit :

«L'étranger qui introduit une demande de protection internationale conformément à l'article 50 § 3, doit élire domicile en Belgique.

Sans préjudice d'une notification à personne, toute notification est valablement faite au domicile élu, sous pli recommandé à la poste (ou par porteur avec accusé de réception. Lorsque l'étranger a élu domicile chez son conseil, la notification peut également être valablement envoyée par télécopieurj [ou par tout autre moyen de notification autorisé par arrêté royal].

Les convocations et demandes de renseignements peuvent également être valablement envoyées au domicile élu, sous pli recommandé à la poste (ou par porteur avec accusé de réception. Lorsque l'étranger a élu domicile chez son conseil, les convocations et demandes d'informations peuvent également être valablement envoyées par télécopieur fi ou par tout autre moyen de notification autorisé par arrêté royal fi sans préjudice d'une notification à la personne même.)

A défaut d'élection de domicile, [le demandeur] est réputé avoir élu domicile au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ».

Que dans le cas d'espèce, la partie adverse confirme dans sa correspondance du 07 juin 2021 adressée à la requérante via le CGRA que, la requérante n'a pas fait le choix du domicile élu, elle est réputée avoir élu son domicile au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides. Elle est dès lors officiellement domiciliée au CGRA sur Rue Bleros, 39 à 1070 Bruxelles.

Que toute notification et ou convocation la concernant devraient lui être valablement faites à son domicile élu, à savoir au CGRA. Il s'avère qu'il n'a pas été le cas en l'espèce, ce qui a comme conséquence qu'elle n'a pas été saisie par ladite convocation.

Qu'il s'avère que son inertie ou silence était dû (e) à des circonstances qui ne lui sont pas imputables. Par conséquent, l'Office des Etrangers ne devrait pas conclure qu'elle est réputée avoir renoncé à sa demande de protection internationale.

Qu'il y a lieu de retenir la violation des articles cités au moyen.

B. Quant à violation de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès du territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation, formelle des actes administratifs, de l'erreur manifeste d'appréciation, du devoir de soin et du défaut de motivation ;

Attendu que les décisions attaquées violent les articles cités au moyen en ce qu'elles reposent sur une motivation erronée.

Alors que tout acte administratif doit être fondé sur des motifs exacts, pertinents et légalement admissibles que le dossier administratif doit révéler. Dans un Etat de droit, ce principe est d'application absolue, indépendamment de toute norme (telle la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs) qui imposerait ou non des exigences formelles supplémentaires ;

Qu'en vertu de ces dispositions, un acte administratif est illégal, s'il n'est pas formellement motivé ou s'il ne contient pas de motifs de fond exacts, pertinents, admissibles et légalement établis.

Qu'en l'espèce, il n'est pas établi que la requérante a renoncé à sa demande de la protection internationale. Il ne ressort pas de la motivation de la décision attaquée que cette dernière a valablement été saisie par la convocation de l'Office des étrangers et qu'elle aurait refusé d'y réserver une suite. Si elle était saisie valablement, elle se serait présentée volontiers et la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent du fait et que ceci serait de nature à changer le sens de la décision.

Qu'il s'agit ici d'une motivation à caractère purement technique qui repose sur des conclusions tirées des raisons non imputables à la requérante. Qu'il s'avère que cette motivation est en discordance avec la réalité. Elle est inexacte, inadmissible et inadéquate vu qu'il est démontré ci-haut que, la convocation n'a pas été valablement envoyée au domicile élu de la requérante.

Cette dernière n'était pas présumée être au courant de ladite convocation. Le défaut ne découlait pas de sa décision personnelle ou délibérée mais de circonstances qui ne lui sont pas imputables ;

Que suivant le principe d'une bonne administration, et particulièrement les principes de précaution et minutie, chaque administration doit effectuer un contrôle concret, complet, loyal et sérieux des circonstances de l'affaire.

Que l'administration a violé le principe de précaution et le principe général selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant en considération tous les éléments de la cause (voy. C.C.E., 4 septembre 2015, n° 151.769).

Qu'il y a lieu de retenir l'erreur manifeste d'appréciation, le défaut de motivation ainsi que la violation des dispositions légales cités au moyen ainsi et des principes généraux droit, le devoir de minutie et de collaboration procédurale ;

C. Quant à la violation des articles 7 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers ;

Attendu que la partie adverse prend une décision avec des graves conséquences sans invité au préalable le requérant à s'expliquer.

Qu'il ne ressort pas de la motivation de la décision attaquée que la requérante a été entendue préalablement à la décision contestée (OQT). Si tel était le cas, la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent du fait qu'elle aurait pu faire valoir des éléments de nature à changer le sens de la décision.

Que la partie adverse aurait pu l'inviter afin de lui laisser l'occasion de s'expliquer sur son silence et absence au rendez-vous du 21/06/2021 relatif à sa demande d'asile.

Alors que, selon le principe général de bonne administration, de proportionnalité, du principe général de droit européen du droit d'être entendu et particulièrement du principe "audi alteram partem", du principe du contradictoire, d'une saine gestion administrative et du devoir de minutie et de collaboration procédurale.

Que dans l'arrêt CCE n° 248 500 du 29 janvier 2021, le Conseil rappelle que :

« dans son arrêt prononcé le 10 septembre 2013 dans la cause C383/13, la CJUE a précisé que « [...] selon le droit de l'Union, une violation des droits de la défense, en particulier du droit d'être entendu, n'entraîne l'annulation de la décision prise au terme de la procédure administrative en cause que si, en l'absence de cette irrégularité, cette procédure pouvait aboutir à un résultat différent /.../. Pour qu'une telle illégalité soit constatée, il incombe en effet au juge national de vérifier, lorsqu'il estime être en présence d'une irrégularité affectant le droit d'être entendu, si, en fonction des circonstances de fait et de droit spécifiques de l'espèce, la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent du fait que les ressortissants des pays tiers concernés auraient pu faire valoir des éléments de nature à [changer le sens de la décision] » (CJUE, 10 septembre 2013, M.G. et N.R., C- 383/13, § 38 et 40) ».

Que partant, le moyen est sérieux et fondé”.

2.2. Wat het eerste onderdeel betreft, waarin verzoekster betoogt dat zij niet correct werd opgeroepen om zich aan te bieden bij de Dienst Vreemdelingenzaken, blijkt uit de stukken van het administratief dossier dat verzoekster op 25 mei 2021 bij een ter post aangetekend schrijven aan haar woonplaats te Elsen, werd uitgenodigd om zich op 4 juni 2021 om 10.00 uur aan te bieden bij de Dienst Vreemdelingenzaken, maar dat deze uitnodiging nooit werd opgehaald en door de post terug aan het bestuur werd overgemaakt. Daarnaast werd eveneens bij gebreke aan een officieel gekozen woonplaats een uitnodiging gestuurd naar het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen. Zoals verzoekster zelf aangeeft, voorziet artikel 51/2, tweede lid, van de vreemdelingenwet dat bij gebreke aan een gekozen woonplaats, de betrokkene wordt vermoed woonplaats te hebben gekozen op het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen. Het administratief dossier bevat wel degelijk het bewijs dat de uitnodiging door de Dienst Vreemdelingenzaken voor het interview voorzien op 21 juni 2021 op 8 juni 2021 door het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen in ontvangst werd genomen.

De Raad merkt op dat het verzoekster, als indiener van het verzoek om internationale bescherming, toekwam om zich te bekwamen in de procedure die zij heeft ingesteld en dat zij geen elementen aanvoert die haar verhinderden zich bij het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen in te lichten over het verloop van het procedure.

Waar verzoekster in het tweede onderdeel aanvoert dat de beslissing niet afdoende zou zijn gemotiveerd, merkt de Raad op dat de bestreden beslissing duidelijk vermeldt dat deze steunt op artikel

7, eerste lid,^{1°}, van de vreemdelingenwet en daarbij vermeldt dat verzoekster niet in het bezit is van een geldig paspoort met geldig visum. Verzoekster, die deze vaststelling geenszins betwist, maakt niet duidelijk op welke wijze deze motivering haar niet in staat zou stellen kennis te hebben van de motieven waarop de bestreden beslissing genomen is.

In de mate verzoekster zich richt tegen het feit dat zij vermoed wordt afstand te hebben gedaan van haar verzoek om internationale bescherming, merkt de Raad op dat deze afstand volgt uit artikel 51/5, § 1, vierde lid, van de vreemdelingenwet. Verzoekster weerlegt niet dat zij correct werd uitgenodigd om gevolg te geven aan het verzoek om inlichtingen, zodat niet wordt ingezien waarom niet terecht werd vastgesteld dat verzoekster geacht wordt afstand te hebben gedaan van haar verzoek om internationale bescherming. In een email van 16 augustus 2021 lichtte de verwerende partij verzoeksters advocaat er van in dat, ten gevolge van de niet verschijning een “*technische weigering*” werd genomen en dat verzoekster, indien zij haar asielprocedure wensen verder te zetten, zich opnieuw moest aanmelden bij het Klein kasteeltje; hetgeen zij vooralsnog niet blijkt te hebben gedaan.

In het derde onderdeel voert verzoekster aan dat zij niet werd gehoord en het artikel 74/13 van de vreemdelingenwet geschonden is. De Raad merkt op dat, zoals hoger reeds uiteengezet verzoekster wel degelijk conform artikel 51/5 werd uitgenodigd om gehoord te worden door de Dienst Vreemdelingenzaken. Zij heeft daarnaast ook niet binnen de vijftien dagen na deze oproeping een verantwoording gegeven voor haar niet verschijnen. Verzoekster laat ook in het huidige verzoekschrift na uiteen te zetten waarom zij deze vaststellingen had willen betwisten, of waarom zij de uitnodiging gericht aan haar persoonlijke adres niet heeft ontvangen noch heeft opgehaald bij het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen. Verzoekster wordt dan ook niet bijgetreden waar zij stelt dat indien zij was gehoord, zij elementen had kunnen aanvoeren die haar hebben verhinderd om tijdig kennis te nemen van de uitnodiging. Wat betreft de artikelen 7 en 74/13 van de vreemdelingenwet, laat verzoekster na *in concreto* uiteen te zetten op welke wijze de bestreden beslissing deze wetsbepalingen heeft geschonden.

Het middel is niet gegrond.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

Het beroep tot nietigverklaring wordt verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op een december tweeduizend eenentwintig door:

dhr. C. VERHAERT,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

mevr. A.-M. DE WEERDT,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

A.-M. DE WEERDT

C. VERHAERT